

**Commission :** Les nouvelles routes de la soie

**Problématique :** “Quelle stratégie d’interconnexion avec l’Orient et l’Asie (fret, passagers, numérique) ?”

**Auteur :** Arabie saoudite

Le cadre politique saoudien se caractérise par la combinaison d'une monarchie absolutiste, incarné par la dynastie des Saoud, avec un système théocratique, lié au courant religieux Wahhabite, qui défend une interprétation très conservatrice de l'Islam.

Le prince héritier Mohamed Ben Salmane contrôle fermement les institutions. Il a neutralisé les freins et contrepoids au sein de la famille royale qui menaçaient ses intérêts, donnant lieu à une concentration de pouvoir sans précédent dans le pays jusqu'à présent. Sur le plan social, le prince a entrepris un processus d'ouverture politique surprenant, autorisant les formes de divertissement occidentales et éliminant certaines règles de conduite strictes.

En ce qui concerne l'activité économique, l'Arabie saoudite est la principale puissance de Moyen Orient, grâce à ses énormes ressources en hydrocarbures. Étant le premier exportateur de pétrole brut au monde, l'activité économique dépend, dans une large mesure, des variations de prix et de production de cette ressource. Le conflit ukrainien a créé un scénario idéal pour les intérêts saoudiens. Les revenus des hydrocarbures ont atteint des sommets historiques en 2022, ce qui a été très favorable à la croissance économique. Alors que les tensions sur le marché de l'énergie se sont apaisées et sont devenues plus modérées ces derniers mois, l'Arabie Saoudite a réussi, grâce à l'application de réductions volontaires de production, à maintenir les prix du pétrole brut au-dessus de 80 dollars, son prix cible. La hausse du coût des hydrocarbures a également fourni de formidables ressources économiques pour entreprendre l'ambitieux programme Vision 2030, le plus grand processus de diversification et de modernisation atteint jusqu'à présent par une économie pétrolière.

L'Arabie saoudite occupe un rôle important dans l'initiative des Routes de la Soie, grâce à ses relations commerciales avec l'Asie et l'Europe, favorisées par la modernisation et la diversification de son économie. Le projet des nouvelles routes de la soie est une initiative de développement économique dirigée par la Chine visant à construire des infrastructures et à renforcer les relations commerciales entre l'Asie, l'Europe et l'Afrique, qui s'accompagne de nombreux enjeux politiques et économiques.

Dans un premier temps, la connectivité entre l'Asie, l'Europe et l'Afrique passe principalement par le développement de routes, de chemins de fer, de ports, de pipelines et de réseaux de télécommunications. Ces infrastructures sont financées par la Banque de développement de Chine et la Banque d'import-export de Chine (Eximbank), le pays détient plus de 1100 milliards de dollars de créances dans le cadre de son programme des Nouvelles routes de la soie. Le but de cette connectivité est de stimuler les investissements et le développement économique et d'améliorer les échanges commerciaux, les investissements étrangers et les conditions de vie des habitants des pays concernés

Ce projet de commerce international suppose également un enjeu géopolitique majeur, vu qu'il a pour but de consolider la puissance mondiale de la Chine grâce à un renforcement de son influence politique et économique. Ceci étant dit, l'initiative Belt and Road vise également à promouvoir le développement économique et à réduire les disparités de développement entre les régions. Or, ne serait-il pas possible que les pays participants développent une dépendance à l'égard de la Chine, pour leur financement et investissements. Est-il réellement possible de garantir une répartition équitable entre les États participant, des richesses créées grâce au projet ?

De plus, ce projet a des conséquences environnementales qui ne peuvent être négligées : les routes de la soie, en raison de leur vaste échelle et de leur impact sur les infrastructures, présentent de nombreux risques écologiques. En effet, ce projet est susceptible d'être à l'origine du déplacement forcé de populations locales, ou de la surexploitation de ressources naturelles, dans les deux cas ce sont des situations qui risquent de créer un mécontentement social et donc des conflits dans les pays concernés. De plus la construction des réseaux de transports est une des activités plus polluantes de

nos jours, elle engendre la destruction d'écosystèmes, une augmentation de l'émission de CO<sub>2</sub> (une hausse des émissions de carbone de 0,3 % à l'échelle mondiale, mais qui pourra atteindre 7 % voire plus dans certains pays), l'invasion d'espèces, la propagation de maladies et la pollution de l'air et de l'eau.

L'Arabie saoudite fait partie des pays qui doivent réduire leurs émissions de CO<sub>2</sub> de 68% avant 2050. Ceci suppose une difficulté pour le pays, dont la croissance économique repose principalement sur l'exportation de pétrole, une activité qui pollue beaucoup. L'Arabie saoudite émet de l'ordre de 600 millions de tonnes de CO<sub>2</sub> par an (donnée 2021) et le pays est le dixième émetteur mondial. Ceci affecte non seulement la situation environnementale mondiale mais aussi la santé des saoudiens. Le secteur des énergies domine l'économie du pays: environ 87 % des recettes publiques et 90 % des recettes d'exportation proviennent de l'industrie pétrolière et pétrochimique en 2017, ce qui représente environ 42 % du produit intérieur brut de l'Arabie saoudite. Or, on n'est pas indifférent face aux risques écologiques que ceci suppose. Le pays cherche à diversifier ses sources de revenus et à décarboner son économie d'ici 2030 en investissant dans les énergies renouvelables et en améliorant son efficacité énergétique. De plus, les investissements saoudiens dans les infrastructures énergétiques européennes sont essentiels pour soutenir la transition vers une économie plus verte. Donc l'adoption de technologies propres, la protection des écosystèmes fragiles, la gestion durable des ressources naturelles et la réduction des émissions de gaz à effet de serre montrent à quel point l'Arabie saoudite est soucieuse des risques environnementaux que suppose sa participation aux routes de la soie.

Face aux enjeux géopolitiques, l'Arabie saoudite a manifesté de l'intérêt pour des projets régionaux liés aux routes de la soie, tels que le corridor économique Chine-Pakistan (qui a permis d'injecter des dizaines de milliards de dollars dans de colossaux projets de transport, d'énergie et autres infrastructures entre les deux pays qui partagent 596 km de frontières). Son implication pourrait potentiellement favoriser la connectivité et la coopération économique dans la région. En effet, l'Arabie saoudite et la Chine coopèrent dans le domaine de l'énergie, avec des accords portant sur la fourniture de pétrole saoudien à la Chine et des investissements chinois dans le secteur énergétique de l'Arabie saoudite. Cette interdépendance dans le domaine énergétique fait de l'Arabie saoudite un partenaire économique important de la Chine (le plus grand importateur de pétrole) grâce à sa capacité de lui fournir cette ressource.

En somme, Afin de faire face aux enjeux du développement des nouvelles routes de la soie, l'Arabie saoudite envisage de promouvoir la durabilité environnementale, de diversifier ses activités économiques (pour réduire sa dépendance à l'égard du pétrole et maximiser les avantages économiques des routes de la soie, notamment en investissant dans des énergies renouvelables). De plus, le pays vise à renforcer ses collaborations commerciales avec le reste des pays participants, afin de renforcer ses partenaires commerciaux.